



LAWYERS WITHOUT BORDERS  
AVOCATS SANS FRONTIÈRES  
ABOGADOS SIN FRONTERAS  
Canada



BUREAU  
INTERNATIONAL  
DES DROITS DES ENFANTS  
INTERNATIONAL  
BUREAU  
FOR CHILDREN'S RIGHTS  
OFICINA  
INTERNACIONAL  
DE LOS DERECHOS DEL NIÑO  
المكتب الدولي لحقوق الطفل

***Prière d'afficher et de diffuser***

## **APPEL DE CANDIDATURES - PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE**

Plusieurs postes de conseiller-ère juridique volontaire sont disponibles!

**Côte d'Ivoire • Colombie • Honduras • Guatemala • Pérou**

---

<b>Postes :</b>	Postes de conseiller-ère juridique volontaire
<b>Pays d'affectation:</b>	Colombie (Bogotá et en régions), Guatemala (Guatemala), Côte d'Ivoire (Abidjan), Honduras (Tegucigalpa), Pérou (Lima)
<b>Durée:</b>	Huit mois
<b>Date de début:</b>	Dès que possible
<b>Langue de travail:</b>	Espagnol et Français
<b>Conditions:</b>	Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme.  Le mandat est non accompagné.  Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation pré-départ.
<b>Autre condition :</b>	L'appel est ouvert à tous les candidat-e-s.  Certains mandats peuvent être reconnus comme stage international par l'École du Barreau du Québec et la priorité sera accordée aux candidat-e-s éligibles aux stages de l'École du Barreau du Québec. Si un-e candidat-e de l'École du Barreau est sélectionné-e, une bourse de 15 000\$ lui sera accordée.  Les frais couverts par le programme seront alors ajustés en conséquence. Pour les stages du Barreau, la durée du mandat est de 11 mois (huit à l'étranger et trois au siège d'ASFC à Québec).

---

### **Contexte**

Le projet « Protection des droits des enfants, femmes et autres collectivités vulnérables » (PRODEF) est mis en œuvre par le consortium formé d'Avocats sans frontières Canada (ASFC) et du Bureau international des droits de l'enfant (IBCR) dans le cadre du Programme de coopération volontaire financé par Affaires mondiales Canada. Il vise l'amélioration de la protection des droits des enfants, des femmes et des collectivités en situation de vulnérabilité, ainsi que le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit par l'accès à la justice. Dans le cadre du projet PRODEF, des volontaires sont déployés pour appuyer et contribuer au renforcement des capacités de partenaires locaux, principalement des organisations de la société civile, qui œuvrent en matière de droits humains.

## **Sécurité**

La sécurité des coopérants volontaires et des autres collaborateurs est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant-e-s volontaires et le personnel en mission court terme.

Les candidat-e-s sélectionné-e-s sont formé-e-s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, le consortium peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné-e-s, notamment pour des motifs liés à la sécurité.

## **Description des postes**

Les conseiller-ère-s juridiques volontaires sont appelé-e-s à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains au sein d'organisations partenaires. Alors que certains volontaires contribuent particulièrement à la documentation, à l'analyse de problématiques de droits humains et à la rédaction de rapports thématiques, d'autres participent à la proposition de réformes législatives, analysent la jurisprudence ou sont impliqué-e-s dans des dossiers de litige stratégique menés devant des tribunaux nationaux ou instances internationales.

Concrètement, les volontaires peuvent être amenés à réaliser les tâches suivantes :

- Réaliser des recherches et analyses, et participer à la rédaction de documents juridiques sur des thèmes de droits humains, droits des enfants, droit pénal international, justice transitionnelle, droit international humanitaire, justice de genre ou violence sexuelle;
- Contribuer à la préparation de la documentation nécessaire pour participer aux audiences thématiques de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, le cas échéant;
- Analyser la jurisprudence et la systématiser;
- Organiser des ateliers de formation destinés à la société civile et aux fonctionnaires publics;
- Coordonner le processus de collecte, l'analyse et la triangulation des informations pour la préparation de documents;
- Participer aux activités de plaidoyer auprès des autorités;
- Effectuer des recherches juridiques liées à des cas concrets de graves violations de droits humains;
- Analyser des questions et participer à l'élaboration de stratégies et arguments juridiques;
- Participer à la documentation et la systématisation de cas, incluant l'organisation et la classification de preuves;
- Participer aux réunions avec les parties impliquées dans les cas identifiés (avocats, Ministère Public, victimes etc.);
- Assister aux audiences des cas identifiés;
- Participer à la rédaction de documents soumis aux tribunaux nationaux ou aux instances internationales;
- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (principalement pour le site web d'ASFC);
- Appuyer le renforcement organisationnel incluant l'organisation du travail, la gestion de l'information, les communications etc.

## Qualifications

- Formation universitaire en droit;
- Maîtrise de l'espagnol parlé et écrit;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains et/ou de droit international humanitaire et/ou de justice de genre et violence sexuelle et/ou de justice transitionnelle;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Capacité à travailler en équipe;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité.

## Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en gestion de projet et maîtrise des outils de gestion axée sur les résultats;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes en situation de vulnérabilité;
- Expérience de travail en Amérique latine ou en Afrique de l'Ouest ou connaissances du contexte social, économique et juridique de pays en développement ou en situation post-conflit.

## Conditions d'admissibilité

- Être citoyen-ne canadienne- ou résident-e permanent-e du Canada;
- Être couvert-e par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ.

## Processus de sélection

Les candidat-e-s intéressé-e-s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) **en espagnol pour les mandats en Amérique latine ou en français pour le mandat en Côte d'Ivoire**, et ce, en complétant le formulaire en ligne accessible au <http://cooperationvolontaireasfcibcr.com/participez> sous la rubrique intitulée « Conseiller(ère)s juridiques volontaires – Multipays » **avant le 1<sup>er</sup> août 2018 à 23h59**.

**Nous remercions tout-e-s les candidat-e-s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.**